« Il sangue dei francesi sparso per l’Italia »

# Intervention militaire, impérialisme français et Risorgimento durant la campagne de 1859-1860

par

Loïc PINGOT

diplômé de master

Introduction

Le Second Empire comme son armée et ses relations extérieures, notamment avec l’Italie, ont récemment bénéficié d’un important renouvellement historiographique. Les guerres du Second Empire sont désormais un sujet bien connu des historiens au même titre que l’armée et la marine de Napoléon III. Il en va de même de la politique italienne de ce dernier, depuis ses rapports avec Cavour, président du Conseil sarde, au mariage du prince Napoléon avec la fille du roi de Sardaigne Victor-Emmanuel II, en passant par l’annexion du comté de Nice et de la Savoie à la France. Pourtant, la guerre d’Italie de 1859 entre les alliés franco-sardes et l’Autriche, qui donne lieu à une occupation du territoire nord-italien par l’armée française jusqu’à l’été 1860 et qui initie le processus d’unité italienne tout en justifiant l’expansion territoriale française, reste relativement méconnue dans ses détails. Souvent, dans une optique presque téléologique, l’historiographie consacrée à l’unification italienne et au rôle de la France dans ce mouvement passe rapidement de la célèbre entrevue de Plombières entre Napoléon III et Cavour, en juillet 1858, aux préliminaires de paix de Villafranca le 11 juillet 1859, puis aux plébiscites de rattachement des provinces d’Italie centrale à la Sardaigne et de Nice et de la Savoie à la France au printemps 1860, la guerre n’apparaissant que comme une péripétie. Tout juste retient-on que la présence du philanthrope Henry Dunant à la bataille de Solferino lui inspire la fondation de la Croix-Rouge. Or survoler cette campagne, certes courte mais riche d’événements, c’est survoler la formation d’une armée de plus de 120 000 hommes menés par l’empereur en personne. C’est aussi survoler une guerre qui marque les contemporains autant par sa modernité que par ses rapports avec l’épopée napoléonienne, mais également par sa violence. C’est enfin survoler un épisode majeur de l’histoire italienne, la seconde guerre d’indépendance et les débuts de l’unité de la péninsule, que l’armée française à la fois surveille, jugule le cas échéant et accompagne jusqu’à son retour complet et définitif en France. Cet épisode encore insuffisamment connu de l’histoire franco-italienne mérite donc d’être éclairé, en particulier sous deux angles, l’un militaire et inscrit dans l’historiographie traditionnelle du Second Empire et de son armée, l’autre au contraire binational et social, s’intéressant aux regards croisés de l’armée d’Italie de 1859-1860 et des populations italiennes sur cette campagne.

Sources

Les sources sur la campagne d’Italie de 1859-1860 sont bien trop nombreuses pour être traitées de manière exhaustive. Les fonds de l’armée de Terre, conservés au Service historique de la Défense à Vincennes, constituent sans doute la documentation la plus riche, forte de plus d’une centaine de cartons portant sur la campagne d’Italie, de sa préparation au rattachement de Nice et de la Savoie à la France. Le même service conserve également les dossiers des officiers ayant pris part à la campagne ainsi que les registres et journaux des différentes unités mobilisées. Les Archives nationales conservent quant à elles les papiers de Napoléon III et de son cousin le prince Napoléon, mais aussi des correspondances militaires et diplomatiques riches d’informations sur la campagne et les rapports franco-italiens. Elles conservent également les archives, lacunaires pour cette période mais non moins intéressantes, du futur maréchal Bazaine, qui participa à la totalité de la campagne, depuis la déclaration de guerre par l’Autriche le 23 avril 1859 au rapatriement des troupes françaises en mai et juin 1860. La correspondance privée de l’aide de camp du général de Mac Mahon, le futur général Jean-Louis Borel, conservée au département archives et manuscrits de la Bibliothèque nationale de France, fournit également des renseignements utiles sur la campagne telle qu’elle est vécue par l’état-major français.

Du côté italien, l’Archivio di Stato di Torino et l’Archivio storico della città di Torino conservent les fonds du royaume de Sardaigne, des gouvernements provisoires des provinces d’Italie centrale jusqu’à leur rattachement à la Sardaigne, de l’armée et de la marine sardes, ainsi que les papiers du comte de Cavour et d’autres acteurs importants du Risorgimento tels que Massimo d’Azeglio ou Carlo Boncompagni. Des fonds en mains privées, communiqués par leurs possesseurs, comme ceux du soldat Jean Laporte, ou en libre accès en ligne comme ceux publiés par Enrico Marchi, notamment sur la ville toscane de Bagni di Lucca, viennent compléter les fonds conservés par les institutions publiques.

Un grand nombre de sources imprimées, notamment des mémoires et souvenirs, mais aussi des documents de presse, s’ajoutent aux sources archivistiques. Des sources iconographiques et muséales aussi nombreuses que diverses concernent par ailleurs cette campagne : militaria, photographies, peintures, sculptures, estampes, médailles et autres, conservées notamment au musée de l’Armée et à la Bibliothèque nationale de France à Paris, dans les musées des châteaux de Compiègne et de Versailles et dans les musées du Risorgimento de Turin, Milan et Gênes.

## Première partie La campagne d’Italie de 1859-1860, son contexte, son armée et ses opérations

### Chapitre premier L’alliance militaire franco-sarde et la campagne d’Italie de 1859-1860

Les événements de 1859-1860 qui préparent l’avènement du royaume d’Italie, proclamé le 17 mars 1861 autour du royaume de Sardaigne et de la maison de Savoie-Carignan, prennent place dans une Italie profondément divisée tant sur le plan politique que linguistique, culturel, géographique et économique. Des intérêts économiques communs entre les régions italiennes, l’impopularité des souverains et des régimes des différents États italiens, à l’exception des rois de Sardaigne, et un sentiment national de plus en plus affirmé, en particulier parmi les élites urbaines éclairées, suscitent toutefois une volonté d’indépendance face à l’Autriche – qui contrôle la Lombardie-Vénétie – mais aussi d’unité politique. Ces idéaux se sont exprimés notamment lors des révolutions de 1821, de 1830-1831 et surtout du biennio 1848-1849, au cours duquel le royaume de Sardaigne, bien que vaincu lors de la première guerre d’indépendance italienne, s’est imposé comme le meilleur candidat pour réaliser l’indépendance et l’unité de l’Italie.

L’habile politique étrangère du comte de Cavour associée aux sympathies italiennes de Napoléon III aboutissent à un rapprochement entre la France et le royaume de Sardaigne, consécutif à l’entrée du petit État italien dans l’alliance franco-anglaise dans le cadre de la guerre de Crimée. L’alliance ébauchée à Plombières en 1858 prend la forme en janvier 1859 d’une union dynastique entre les Bonaparte et les Savoie-Carignan. Elle aboutit à un traité d’alliance défensif entre la France et la Sardaigne.

La campagne d’Italie de 1859-1860, déclenchée par un ultimatum autrichien adressé à Turin, comporte deux phases. La première est une phase active, qui correspond à la guerre entre les Franco-Sardes et les Autrichiens entre le 23 avril et le 11 juillet 1859 en Italie du Nord ; la seconde est une phase passive au cours de laquelle l’armée française laisse en Piémont, en Ligurie et en Lombardie un corps d’occupation qui surveille autant les nouvelles frontières avec l’Autriche que le mouvement d’unité italienne. Ce déploiement a notamment pour objectif de s’assurer que le Risorgimento ne prend pas une tournure trop résolument révolutionnaire, qu’il ne menace pas le Saint-Siège sous protection française depuis 1849, enfin qu’il permette le rattachement de Nice et de la Savoie à la France en contrepartie du consentement de Napoléon III à l’unité.

### Chapitre II La composition de l’armée d’Italie de 1859-1860

L’armée d’Italie se compose de cinq corps d’armée commandés par les maréchaux Baraguey d’Hilliers (Ier corps) et Canrobert (IIIe corps), ainsi que par les généraux de Mac Mahon (IIe corps) et Niel (IVe corps) et par le prince Napoléon (Ve corps). À ceux-ci s’ajoute la garde impériale, rétablie par Napoléon III en 1854, qui constitue un corps de réserve d’élite fort efficace, contrairement à sa réputation initiale de corps d’apparat ; elle est commandée par le général Regnault de Saint-Jean d’Angély. Un grand quartier général chapeauté par le ministre de la Guerre sortant, le maréchal Vaillant, coordonne en principe l’action des cinq corps et de la Garde, en fait commandés directement par l’empereur durant la phase active de la campagne.

La composition de l’armée d’Italie est un mélange de troupes prélevées sur l’armée de Paris, formées au camp de Châlons, sur l’armée de Lyon, formées à celui de Sathonay, et sur l’armée d’Afrique, qui fournit les meilleurs éléments de l’armée française de l’époque : zouaves, tirailleurs algériens et chasseurs d’Afrique. En raison de la politique de recrutement établie par la loi de 1855, qui privilégie le rengagement à la conscription et abolit le système du remplacement, la tendance au sein de cette armée est au vieillissement et à la professionnalisation des effectifs. Malgré une planification semi-secrète, qui rend les préparatifs de guerre malaisés, et les rebondissements diplomatiques, qui laissent longtemps espérer – ou craindre du côté italien – le maintien de la paix, cette armée, réduite à 120 000 hommes au lieu des 200 000 promis au royaume de Sardaigne, est transportée en Italie en un peu moins d’un mois par chemin de fer et navire à vapeur. L’emploi de ces technologies est une nouveauté de cette guerre moderne au cours de laquelle sont également utilisés le télégraphe et le cas échéant la photographie et la montgolfière. En plus des corps traditionnels, l’armée d’Italie fait également appel à un grand nombre de personnels civils. L’intendance est accusée de retards et de lacunes, écrasée de charges diverses allant de la gestion de la trésorerie à celle des postes en passant par l’approvisionnement de tous les autres corps, et entre constamment en conflit avec l’état-major. Le service de santé, qui souffre beaucoup de sa soumission hiérarchique à l’intendance, est en sous-effectif et a de grandes difficultés à remplir sa mission. Comme celle de Crimée, cette campagne devient un argument pour faire valoir auprès de l’État et du ministère de la Guerre des revendications pour une assimilation pleine et entière des médecins militaires aux grades de l’armée et pour l’indépendance du corps vis-à-vis de l’intendance. Il s’avère toutefois que la réputation de désastre sanitaire de la campagne est à nuancer, la violence de celle-ci ayant surtout frappé les esprits de civils pleins d’une empathie peu compatible avec les champs de bataille, au premier rang desquels Henry Dunant. À ces deux services majeurs s’ajoutent également le service télégraphique, le personnel féminin des vivandières et des blanchisseuses de l’armée, ainsi que l’aumônerie militaire.

### Chapitre III Les Bonaparte, chefs de guerre en Italie

Par les nombreux liens qui peuvent être tissés avec les campagnes napoléoniennes en Italie, la seconde guerre d’indépendance italienne invite les contemporains à convoquer l’imaginaire de l’épopée napoléonienne, une réactivation tout à fait en phase avec le Second Empire, qui s’inscrit à cet égard dans la continuité de la monarchie de Juillet. Le rapport n’est d’ailleurs pas exclusivement iconographique ou idéologique, il est aussi stratégique et tactique, si l’on considère que l’art de la guerre emprunte encore énormément aux principes napoléoniens, malgré des progrès techniques rapides. Napoléon III trouve au cours de cette campagne à chausser les bottes de son oncle, certes brièvement mais non sans résultats, puisqu’il est le principal stratège et tacticien des opérations. On ne peut pas en dire autant de son cousin le prince Napoléon, qui, après sa tentative infructueuse de s’illustrer en chef de guerre en Crimée, n’y parvient pas plus en Italie, où il agit davantage en politicien et en diplomate qu’en militaire, tandis que son corps d’armée occupe la Toscane et ne prend pas part aux combats qui font rage en Lombardie.

### Chapitre IV Les cadres et les structures de l’armée d’Italie

L’armée d’Italie de 1859 est commandée par un corps d’officiers généraux, supérieurs et subalternes qui, dans l’ensemble, se montrent courageux et ambitieux, à défaut d’être particulièrement brillants sur le plan théorique ou tactique. Pour cette raison, les succès français durant la campagne sont autant attribuables aux lacunes du commandement ennemi qu’aux qualités de celui de l’armée impériale. La campagne est pour les cadres l’occasion de se distinguer et de récolter promotions et récompenses. Celles-ci sont nombreuses, à commencer par l’élévation des généraux Regnault de Saint-Jean d’Angély, de Mac Mahon et Niel au maréchalat.

Cependant la campagne entraîne la mort de nombreux officiers, laquelle fait également partie de l’ethos militaire, particulièrement focalisé sur le courage physique et la vigueur. Force est toutefois de constater que par conservatisme, l’armée continue de cultiver un idéal aristocratique au sein de la hiérarchie : la noblesse, ancienne comme récente, y occupe les meilleures places aux côtés de la bourgeoisie aisée, les roturiers pauvres étant peu nombreux à parvenir aux plus hauts grades. Le passage par les écoles militaires conditionne aussi grandement les carrières, rares étant les officiers supérieurs et généraux issus du rang, malgré des exemples fameux comme les généraux Bazaine ou Herbillon. Plus bas dans la hiérarchie, notamment dans le corps des sous-officiers, catégorie bâtarde entre la troupe et les officiers, mal définie et surtout mal servie par la politique du ministère de la Guerre, la professionnalisation, la baisse du niveau d’éducation et le vieillissement des effectifs sont la norme : c’est là la conséquence néfaste de la loi de 1855 sur le recrutement de l’armée.

## Deuxième partie Les objectifs de l’armée française, les modalités de sa présence en Italie et son regard sur les Italiens durant la campagne de 1859-1860

### Chapitre premier Les rapports avec les institutions italiennes du Nord

Au sommet de la hiérarchie, les rapports entre Napoléon III, le prince Napoléon, Victor-Emmanuel II et Cavour sont facilités par les sympathies personnelles des deux Bonaparte pour la cause italienne et le mariage du prince Napoléon avec la fille de Victor-Emmanuel II, les Savoie-Carignan rechignant toutefois à consentir à cette mésalliance avec une famille de parvenus. Les rapports restent au beau fixe jusqu’à la conclusion de la paix anticipée de Villafranca, à laquelle consent Victor-Emmanuel II mais certainement pas Cavour, qui démissionne de son poste de président du Conseil. Il ne revient aux affaires qu’en janvier 1860 avec l’objectif principal d’annexer au royaume de Sardaigne les provinces d’Italie centrale et de mettre Napoléon III devant le fait accompli.

Les rapports entre la France et les gouvernements provisoires d’Italie centrale sont ambigus. Seule la Toscane et, très brièvement, Parme sont directement confrontées aux troupes françaises du Ve corps du prince Napoléon. Celui-ci s’ingère toutefois dans les affaires toscanes, notamment sur le plan militaire, en prenant le contrôle de l’armée du grand duché et en surveillant le reste de l’Italie centrale, où Napoléon III veut rétablir l’ordre avant de consentir à toute expansion de son allié sarde vers ces régions. Ceci, d’autant plus que cette expansion n’était pas prévue par le traité entre Paris et Turin. Cet enjeu de taille devient un levier diplomatique pour Napoléon III : cette concession compense l’arrêt de la guerre avant d’avoir livré la Vénétie à la Sardaigne et justifie la cession de Nice et de la Savoie à la France.

Partout où passe l’armée française, elle établit des rapports cordiaux de coopération avec les autorités locales, avec lesquelles sont notamment en contact l’intendance et les états-majors. Du fait de son statut de grande puissance et de la supériorité numérique et technique de son armée, la France est naturellement en position de force au sein de l’alliance franco-sarde et vis-à-vis des différentes armées d’Italie centrale. Napoléon III est de fait le commandant en chef de l’armée française, mais aussi de l’armée alliée dans son ensemble, même s’il laisse globalement à Victor-Emmanuel II le commandement de sa propre armée et s’il n’a vraisemblablement aucune part dans les opérations des corps de volontaires des chasseurs des Alpes du général Garibaldi, dans le Nord de la Lombardie, ni des chasseurs des Apennins du général Mezzacapo en Toscane. En revanche, le prince Napoléon est envoyé dans cette région avec pour principale mission de prendre le contrôle des armées locales et de surveiller l’organisation des chasseurs des Apennins. Même après la fin de la guerre et le retrait des troupes françaises d’Italie centrale – celles-ci ne demeurant qu’en Lombardie, Piémont et Ligurie –, la pression française est suffisante pour que Napoléon III puisse forcer Victor-Emmanuel II à congédier Garibaldi et à stopper les levées de volontaires dans les Romagnes. Sur le terrain cependant, la coopération des armées françaises et sardes est très largement positive et donne lieu à peu de critiques de part et d’autre, celles-ci émanant surtout des services auxiliaires, en particulier du service télégraphique et dans une moindre mesure du service de santé. Soldats français et italiens, déjà unis par des fraternités d’armes formées au cours de la guerre de Crimée, échangent facilement malgré la barrière de la langue et sont globalement ravis de combattre côte à côte.

### Chapitre II Un engagement français en faveur de la cause italienne, mais porteur d’un projet impérialiste

Malgré ses sympathies pour la cause italienne, la compréhension qu’en a Napoléon III est imparfaite. En effet, le projet de reconfiguration territoriale ébauché à Plombières et couché sur le papier en janvier 1859 par le traité de Turin ne correspond pas aux attentes des populations italiennes. Dans un schéma qui semble fortement inspiré par les thèses du théoricien italien Gioberti, Napoléon III projette une Italie « libre des Alpes jusqu’à l’Adriatique », partagée entre un royaume de Haute-Italie sous le contrôle de la maison de Savoie, un royaume d’Italie centrale dont le souverain reste à définir, un royaume de Naples inchangé, à laisser aux Bourbons ou, le cas échéant, à rendre aux Murat, et des États pontificaux réduits au Latium. La péninsule serait ainsi unie à travers un système fédératif placé sous la présidence honoraire du pape. Cette conception néo-guelfe de l’unité, convenable aux yeux de nombreux patriotes italiens en 1848, ne l’est plus en 1859, après que le pape Pie IX s’est discrédité aux yeux de l’opinion en refusant à la fois de réformer ses États dans un sens libéral, et d’apporter son soutien à la première guerre d’indépendance italienne. Celle-ci a au contraire convaincu la majorité des patriotes de tous bords de se rallier à la solution sarde. En outre, l’idéal unitaire s’impose entre 1849 et 1859 comme indissociable de celui d’indépendance. Napoléon III apporte donc malgré lui son soutien à l’unité italienne, à laquelle il finit par consentir par pragmatisme afin d’obtenir le rattachement de Nice et de la Savoie, qui justifie concrètement l’engagement des forces militaires françaises.

### Chapitre III Le rapport de l’armée d’Italie aux populations civiles

Du point de vue français et surtout de la propagande officielle, la guerre de 1859 se veut une guerre de libération. L’armée française combattant en pays allié, elle est strictement encadrée et toute exaction défendue. Outre le fait que l’intendance française poursuit un paradigme qui veut que les approvisionnements de l’armée proviennent prioritairement du territoire métropolitain et que les réquisitions soient sur le pays un simple pis-aller, celles-ci doivent être effectuées avec paiement en bonne et due forme. L’indiscipline et les mauvais comportements de la part des soldats français sont rares durant la campagne, et sévèrement punis par la prévôté militaire, laquelle a surtout affaire à de rares désertions, à des beuveries ou de petits trafics, dont les auteurs sont signalés et traqués avec la collaboration des autorités italiennes locales lorsque cela est nécessaire.

La présence et l’occupation française en Italie du Nord se matérialisent sous des formes diverses selon les lieux, du principal dépôt et point d’évacuation hospitalier à Gênes au quartier général fixé à Milan en passant par Turin, simple étape et garnison de moindre importance, ou Brescia, point de ralliement durant la guerre et garnison durant la phase d’occupation. Si dans l’ensemble les cadres de l’armée, conservateurs pour leur écrasante majorité, sont au mieux indifférents et au pire hostiles à la cause italienne, leurs opinions sur l’Italie et les Italiens s’avèrent très diverses. Cependant, beaucoup se félicitent de la paix anticipée, et critiquent l’ingratitude des Italiens vis-à-vis de Napoléon III lorsque la paix suscite la déception et la colère d’une partie des patriotes de la péninsule. Les interactions entre troupes françaises et populations italiennes sont dominées par l’accueil triomphal qui est fait à l’armée sur son passage, durant la guerre et lors du voyage de retour vers la France. Hors de ces épisodes festifs, elles sont globalement positives, même si des critiques sont parfois exprimées par des soldats lésés par des marchands profitant de la situation, mal logés par des habitants peu enthousiastes, etc. Quant aux cadres de l’armée, ils n’hésitent pas à pratiquer une forme de tourisme militaire dans les villes traversées et les lieux de mémoire du Premier Empire.

## Troisième partie La perspective italienne sur l’armée française dans la péninsule en 1859-1860 et la mémoire contrastée de son action

### Chapitre premier Le Cinquantanove des Italiens : opinion publique, implication dans le conflit et perception de l’alliance franco-sarde avant et pendant la guerre de 1859 (juillet 1858-juillet 1859)

Avant la guerre pour ceux qui sont dans le secret de l’alliance française, et pendant pour la majorité des autres, élites et masses italiennes sont globalement favorables à l’intervention française en faveur du Piémont. Les principaux foyers d’opposition sont d’abord les franges les plus conservatrices et dévotes de la société civile et du clergé. Le haut clergé, fidèle au pape, est notamment hostile à toute idée d’indépendance et d’unité italienne, qui mettrait en péril le pouvoir temporel du saint-père, au contraire du bas clergé, proche des populations et plutôt favorable voire enthousiaste vis-à-vis du concours français à la cause. La droite savoyarde, fidèle à la maison de Savoie, craint la rupture du statu quo et ne se sent pas solidaire de l’unité italienne, puisque celle-ci justifierait voire contraindrait au rattachement à la France. Autres foyers d’opposition naturels, les autorités des États dont l’intégrité est menacée par le processus unitaire, et une poignée de fidèles absolument opposés à toute ingérence française en Italie. Les soldats italiens combattant sous la bannière autrichienne, par conviction ou par contrainte, sont également amenés à s’opposer directement à l’armée française et ne doivent pas être oubliés. Enfin, une frange minoritaire de l’extrême gauche républicaine, fédérée par Giuseppe Mazzini, ne pardonne pas à Napoléon III la chute de la République romaine en 1849, et refuse toute compromission avec la France du Second Empire. Malgré tout, les très rares manifestations d’hostilités à l’encontre de l’armée française et de Napoléon III durant la campagne sont largement éclipsées par les manifestations de soutien de toutes sortes ainsi que par la participation active des populations à l’effort de guerre à travers l’assistance sanitaire aux malades et blessés français, le gîte et le couvert offerts aux soldats, et l’afflux de volontaires dans l’armée sarde et les corps des chasseurs des Alpes et des Apennins.

Par chance pour les populations, les combats auxquels prennent part les forces françaises causent peu de destructions et de victimes civiles, même si celles-ci ne sont pas inexistantes, en particulier sur les lieux des combats. Toutefois, pour leurs besoins militaires, les troupes françaises procèdent à des reconstructions rapides, notamment des ponts, des voies de chemin de fer et des lignes télégraphiques, qui profitent ensuite aux populations et minimisent les effets de la guerre. Durant la phase active de la campagne, les Français ne sont généralement que de passage dans la plupart des villes et villages traversés et, durant la période d’occupation, leur présence reste limitée à certaines villes, notamment Milan, Brescia, Pavie, Crémone, Côme, Novi, Plaisance, Lodi, Casal-Maggiore, Asti, Bergame, Novare, Alexandrie, Turin, Gênes et Crema, où se trouvent des garnisons et des hôpitaux.

### Chapitre II Entre reconnaissance et tension : la paix de Villafranca et les questions vénitienne et romaine

Après la conclusion des préliminaires de paix de Villafranca le 11 juillet 1859, l’opinion italienne est beaucoup plus partagée vis-à-vis de l’intervention française. Les manifestations de reconnaissance sont loin d’être absentes, en particulier en Lombardie et en Piémont, ainsi que, plus discrètement, en provenance des provinces d’Italie centrale. Cependant, la mémoire de la campagne pose presque aussitôt problème à la jeune nation italienne. D’un côté, elle doit en partie son indépendance et son unité à la France. De l’autre, elle reproche à celle-ci d’avoir reculé avant de libérer la Vénétie et de continuer à protéger le pouvoir du saint-père à Rome, quitte à refouler les volontaires garibaldiens avec lesquels les Français avaient combattu en 1859, notamment en 1867 lors de la bataille de Mentana. Pour toutes ces raisons, les manifestations de reconnaissance, notamment en matière monumentale, tardent parfois à arriver voire n’ont finalement pas lieu. Pendant que le parti cavourien, les garibaldiens et les mazziniens appellent à poursuivre la guerre, des manifestations d’hostilité à l’égard des Français et surtout de Napoléon III ont lieu, par exemple à Turin lors du retour de celui-ci en France. Au contraire, d’autres Italiens, comprenant la nécessité de se concilier l’empereur des Français, louent sa générosité et s’efforcent de recueillir son adhésion quant au rattachement des provinces d’Italie centrale au royaume de Sardaigne, en partie en le séduisant, et en partie en le mettant devant le fait accompli. La France, qui poursuit également un objectif de type impérialiste et hégémonique en Italie et n’a pas nécessairement intérêt à ce que le royaume de Sardaigne s’étende outre mesure, devient alors un allié nécessaire mais pesant de l’Italie pré-unitaire.

### Chapitre III L’état de la péninsule et des relations franco-italiennes après la campagne d’Italie

Lorsque les dernières troupes françaises se retirent d’Italie entre mai et juin 1860, voire en juillet pour certains blessés et malades encore hospitalisés, elles prennent majoritairement la route de la Savoie et de Nice pour en prendre possession au nom de la France et pourvoir au remplacement des troupes sardes appelées à quitter ces territoires. Si Napoléon III est parvenu à obtenir ceux-ci, ainsi que le remboursement de ses frais de guerre, pour prix de son intervention en faveur de la cause italienne en 1859 et de son assentiment à l’annexion de l’Italie centrale par le royaume de Sardaigne, il essuie cependant un demi-échec. Loin d’avoir suscité la naissance de l’Italie confédérale qu’il projetait, il a initié un mouvement unitaire appelé sous peu à prendre des proportions d’autant plus grandes que, le 11 mai 1860, le général Garibaldi s’embarque avec ses Mille pour la Sicile afin d’entreprendre la conquête du Sud de la péninsule. Si l’hégémonie française en Italie est effectivement renforcée, elle est aussi contestée et l’Italie bientôt unifiée se sent peu redevable vis-à-vis de la France et du Second Empire, qu’elle n’aidera en rien en 1870.

Conclusion

L’armée d’Italie de la campagne de 1859-1860, instrument prêté à la cause de l’indépendance italienne autant que voué à assurer l’hégémonie française dans la péninsule, est, malgré ses mérites et ses victoires, le reflet des lacunes de l’armée du Second Empire. De nombreux services parmi les plus essentiels, comme l’intendance et le service de santé, sont en flagrant sous-effectif et sont victimes d’un système aussi vétuste qu’apparemment inamovible. L’armée, conservatrice malgré sa modernisation technique, se repose sur ses acquis tandis que les victoires remportées contre un ennemi qui pèche lui aussi grandement, notamment sur le plan stratégique, lui donne l’illusion d’être invincible. Cette impression persiste malgré le vieillissement des effectifs, la baisse du niveau d’éducation parmi les sous-officiers, la faiblesse théorique des grades supérieurs, qui sont remis de préférence à l’aristocratie, et l’absence de grands stratèges ou tacticiens dans les rangs, le plus compétent en la matière étant peut-être Napoléon III, qui commande en chef l’armée. Ce dernier est toutefois moins heureux dans la conduite d’ensemble de sa politique italienne, dont le succès demeure partiel. Certes, la guerre de 1859 est victorieuse, mais l’empereur doit y mettre fin prématurément, s’attirant aussitôt le ressentiment de nombre d’Italiens dont il avait pris le parti, quoiqu’en comprenant mal leurs réelles aspirations, unitaires aussi bien qu’indépendantistes. Ce sentiment rejaillit partiellement sur son armée, accueillie triomphalement partout où elle passe au cours de la guerre et encore célébrée ensuite, mais avec bien plus de réserves. Surtout, c’est la mémoire à long terme de la campagne qui souffre du fait que Napoléon III ne parvient pas à concilier son désir d’aider la cause nationale italienne et sa volonté de préserver le pouvoir temporel du pape, objectifs fondamentalement incompatibles. Se dessinent donc dès 1859-1860 les facteurs qui, en 1870, expliquent à la fois la défaite de l’armée française, loin d’être aussi invincible que le pensent nombre de ses chefs, et la neutralité de l’Italie, qui se considère mal servie par la France et préfère profiter de l’occasion pour achever l’unité face à laquelle cet allié d’hier est finalement le dernier obstacle à se dresser.

Pièces justificatives

Traité de Turin (décembre 1858-janvier 1859), préliminaires de paix de Villafranca (11 juillet 1859), traité de Zurich (10-11 novembre 1859) et second traité de Turin (24 mars 1860). — Témoignages de militaires et observateurs français sur la campagne. — Témoignages de ressortissants italiens sur la campagne. — Ordres de bataille des corps de l’armée d’Italie (avril 1859-juin 1860).

Annexes

Montrer les violences de guerre par la photographie, Crimée, Italie, Chine, États-Unis : étude du caractère explicite croissant de la photographie de guerre entre 1853 et 1865. — Le matériel de l’armée française en campagne : étude illustrée des uniformes, de l’armement et des équipements de l’armée d’Italie.